EXPOSE DES MOTIFS

du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole additionnel portant modification des articles 4 et 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), relatifs respectivement aux Institutions de la Communauté et aux Commissions techniques et spécialisées, signé le 25 juin 1988, à Lomé.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont signé, le 25 juin 1988, à Lomé, lors de leur 11ème Session, le Protocole additionnel portant modification des articles 4 et 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, relatifs respectivement aux Institutions de la Communauté et aux Commissions techniques et spécialisées.

L'article 4 du Traité portant création des Institutions de la Communauté envisage la création par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de Commissions ou Organes annexes autres que ceux prévus par cet article et auxquels sont dévolues des compétences diverses.

A cet égard, pour assurer un bon fonctionnement technique des Institutions de la Communauté, il a été décidé la création d'un Organe chargé de connaître de toutes les questions à caractère tant administratif que financier de ladite Communauté.

Ainsi, le paragraphe 1 (f) de l'article 4 et le paragraphe 1 de l'article 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest sont modifiés et complétés comme suit :

ARTICLE 4 PARAGRAPHE 1 (F) NOUVEAU

"Les Commissions techniques et spécialisées suivantes :

- la Commission du Commerce, des Douanes, de l'Immigration, des questions monétaires et des paiements ;
- la Commission de l'Industrie, de l'Agriculture et des Ressources naturelles ;

- la Commission des Transports, des Communications et de l'énergie ;
- la Commission des Affaires sociales et culturelles ;
- la commission de Défense ;
- la Commission de l'Administration et des Finances ;

et toutes autres Commissions ou organes qui peuvent être créés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ou qui sont établis ou prévus par le présent Traité".

ARTICLE 9 PARAGRAPHE 1 NOUVEAU

" Il est créé les Commissions suivantes :

- a) la Commission du Commerce, des Douanes, de l'Immigration des questions monétaires et des paiements ;
- b) la Commission de l'Industrie, de l'Agriculture et des Ressources naturelles ;
- c) la Commission des Transports, des Communications et de l'Energie ;
- d) la Commission des Affaires sociales et culturelles ;
- e) la Commission de Défense ;
- f) la Commission de l'Administration et des finances.

Le présent Protocole additionnel entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les Chefs de l'Etat et de Gouvernement des Etats membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

Le présent Protocole additionnel ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat exécutif qui transmettra des copies certifiées conformes du Protocole à tous les Etats membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole additionnel auprès de l'Organisation de l'Unité africaine, des Nations-Unies et de toutes autres Organisations désignées par le Conseil des Ministres.

Telle est l'économie du présent projet de loi./-

REPUBLIQUE DU SENEGAL
ASSEMBLEE NATIONALE
VII° LEGISLATURE

151879

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1990

RAPPORT

fait au nom

de l'Intercommission constituée par les Commissions
des Affaires étrangères, de la Législation, des
Finances et des Affaires économiques

Sur

le projet de loi n° 03/90, autorisant le Président de la
République à ratifier le Protocole additionnel portant
modification des articles 4 et 9 du Traité de la
Communauté Economique des Etats de l'Afrique
de l'Ouest (CEDEAO), relatifs respectivement
aux Institutions de la Communauté et aux
Commissions techniques, spécialisées,
signé le 25 Juin 1988 à Lomé

par

Cheikh FALL
Rapporteur

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Mes Chers Collègues,

L'Intercommission, constituée par la Commission des Affaires étrangères, de la Législation et des Finances, s'est réunie le 19 Avril 1990, sous la présidence de Monsieur Djibril SENE, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 03/90, autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole additionnel portant modification des articles 4 et 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), relatifs respectivement, aux institutions de la Communauté et aux Commissions techniques spécialisées, signé le 25 Juin 1988 à Lomé.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, représentant le Gouvernement, a rappelé tout d'abord que les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont signé, le 25 Juin 1988, à Lomé, lors de leur onzième session, le Protocole additionnel portant modification des articles 4 et 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, relatifs, respectivement aux institutions de la Communauté et aux Commissions techniques et spécialisées.

L'article 4 du Traité portant création des institutions de la Communauté envisage la création par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, des commissions ou organes annexes autres que ceux prévus par cet article et auxquels seront dévolues des compétences diverses.

A cet égard, a-t-il ajouté, pour assurer un bon fonctionnement technique des institutions de la Communauté, il a été décidé la création d'un organe chargé de connaître toutes les questions à caractère tant administratif que financier de ladite communauté.

Ainsi, précise le Ministre, le paragraphe I (f) de l'article 4 et le paragraphe I de l'article 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest sont modifiés et complétés comme suit :

ARTICLE 4 - PARAGRAPHE I (F) NOUVEAU

"Les commissions techniques et spécialisées suivantes :

- la Commission du Commerce, des Douanes, de l'Immigration, des questions monétaires et des paiements,
- la Commission de l'Industrie, de l'Agriculture et des Ressources naturelles,
- la Commission des Transports, des Communications et de l'Energie,
- La Commission des Affaires sociales et culturelles,
- La Commission de la Défense,
- La Commission de l'Administration et des Finances et toutes autres commissions ou organes qui peuvent être créés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ou qui sont établis ou prévus par le présent Traité".

ARTICLE 9 PARAGRAPHE I NOUVEAU

"Il est créé les Commissions suivantes :

- a) la Commission du Commerce, des Douanes, de l'Immigration, des questions monétaires et des paiements,
- b) la Commission de l'Industrie, de l'Agriculture et des Ressources naturelles,
- c) la Commission des Transports, des Communications et de l'Energie,

- d) la Commission des Affaires sociales et culturelles,
- e) la Commission de la Défense,
- f) la Commission de l'Administration et des Finances.

Le Présent protocole additionnel entrera en vigueur, à titre provisoire, dès sa signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et, définitivement, dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

Le présent protocole additionnel ainsi que tous les instruments de ratification, seront déposés auprès du Secrétariat exécutif qui transmettra des copies certifiées conformes du Protocole à tous les Etats membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent protocole additionnel auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, des Nations-Unies et de toutes autres organisations désignées par le Conseil des Ministres.

Au terme du rapport introductif du Ministre, la Commission a posé une seule question relative à l'existence de documents définissant le rôle de cette Commission de l'Administration et des Finances, ses relations avec le fonds et la gestion du fonds.

Le fonds est autonome, a révélé le Ministre dans ses réponses ; sa gestion est satisfaisante. De l'avis de tous les participants aux réunions, notre compatriote Mahanta FALL gère très bien et on a même fait appel à la deuxième tranche. En fait de gestion, le fonds de la CEDEAO est bien géré.

Quant à la Commission de l'Administration et des Finances, elle n'a rien à voir avec le fonds de la CEDEAO.

Cette Commission a pour but d'aider le Secrétaire général dans sa sélection des recrutements et ensuite à donner une première lecture du budget pour les Etats membres et à faire des propositions adéquates

pour établir un règlement intérieur financier rigoureux et enfin, de permettre aux Etats membres, de s'assurer que le Secrétaire exécutif de l'Institution gère, de façon orthodoxe, parce qu'avant, il n'y avait pas toutes ces commissions et c'était au bon vouloir du Secrétaire exécutif.

C'est une commission composée d'un certain nombre d'Etats membres.

Vos commissaires ont remercié le Ministre de s'être prêté, de bonne grâce, à leurs questions et d'avoir répondu très parfaitement à leurs préoccupations. Ils lui ont renouvelé leurs vœux de succès, leur soutien et leur appui ainsi qu'à tous ses collaborateurs.

Sous le bénéfice de ses observations, ils ont adopté, à l'unanimité, le présent projet de loi et vous demandent d'en faire autant s'il ne soulève pas de votre part, des objections majeures.

autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole additionnel portant modification des articles 4 et 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), relatifs respectivement aux Institutions de la Communauté et aux Commissions techniques spécialisées, signé le 25 Juin 1988 à Lomé.

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après avoir délibéré, a adopté en sa séance du Samedi 09 Juin 1990, la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE : Le Président de la République est autorisé à ratifier le Protocole additionnel portant modification des articles 4 et 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), relatifs respectivement aux Institutions de la Communauté et aux Commissions techniques et spécialisées, signé le 25 Juin 1988, à Lomé.

Dakar, le 09 Juin 1990

Le Président de Séance

Lamine DIACK

A/SP1/6/88 PROTOCOLE ADDITIONNEL PORTANT
MODIFICATION DES ARTICLES 4 ET 9 DU TRAITE DE LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST RELATIFS RESPECTIVEMENT
AUX INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE ET AUX COMMISSIONS TECHNIQUES ET
SPECIALISEES

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

VU l'article 5 du Traité de la CEDEAO, portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 4 dudit Traité portant création des Institutions de la Communauté tel que modifié par le Protocole additionnel A/SP2/5/81 du 29 mai 1981

CONSIDERANT que l'article 4 sus-visé envisage la création par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Commissions ou Organes autres que ceux prévus par cet article ;

CONVAINCUES de la nécessité de créer un groupe chargé de connaître de toutes les questions à caractère tant administratif que financier de la Communauté en vue de recommandations de nature à contribuer techniquement au bon financement des Institutions de la Communauté ;

DESIREUSES de conclure un Protocole additionnel modifiant les paragraphes 1 (f) et 1 respectivement des articles 4 et 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : I N S T I T U T I O N S

Le paragraphe 1 (f) de l'article 4 du Traité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest est modifié et complété comme suit :

ARTICLE 4 PARAGRAPHE 1 (F) NOUVEAU

"Les commissions techniques et spécialisées suivantes

- la Commission du Commerce , des Douanes, de l'Immigration, des questions monétaires et des Paiements ;
- la Commission de l'Industrie , de l'Agriculture et des Ressources naturelles ;
- la Commission des Transports , des Communications et de l'Energie ;
- la Commission des Affaires sociales et culturelles ;
- la Commission de de Défense ;
- la Commission de l'Administration et des Finances

et toutes autres Commissions ou organes qui peuvent être créés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ou qui sont établis ou prévus par le présent Traité".

ARTICLE 2 : COMMISSIONS TECHNIQUES ET SPECIALISEES CREATION, COMPOSITION ET
FONCTIONS

Le paragraphe 1 de l'article 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest est modifié et complété comme suit :

ARTICLE 9 PARAGRAPHE 1 NOUVEAU

"Il est créé les Commissions suivantes :

- a) la Commission du Commerce, des Douanes , de l'Immigration, des Questions monétaires et des Paiements ;
- b) la Commission de l'Industrie, de l'Agriculture et des Ressources naturelles ;
- c) la Commission des Transports, des Communications et de l'énergie ;
- d) la Commission des Affaires sociales et culturelles ;
- e) la Commission de Défense ;
- f) la Commission de l'Administration et des Finances.

ARTICLE 3 : DEPOT ET ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole additionnel entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

2- Le présent Protocole additionnel ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat exécutif qui transmettra des copies certifiées conformes du Protocole à tous les Etats membres, leur Notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole additionnel auprès de l'Organisation de l'Unité africaine, des Nations-Unies et de toutes autres Organisations désignées par le Conseil des Ministres.

3- Le présent Protocole additionnel est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi, Nous Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest avons signé ce Protocole additionnel.

Fait à Lomé, le 25 juin 1989 en un seul original en anglais et en français , les deux textes faisant également foi./-

S.E. Le Général Mathieu KEREKOU
Président du Comité central du Parti
de la Révolution populaire du BENIN,
Président de la République ,Chef de l'Etat
Président du Conseil exécutif
République populaire du BENIN

S.E. Capitaine Blaise COMPAORE
Président du Front populaire, Chef de
l'Etat , Chef du Gouvernement BURKINA-FASO

S.E. ARISTIDES MARIA PEREIRA
Président de la République du CABO-VERDE

S.E. FELIX HOUPHOUET -BOIGNY, Président
de la République de Côte d'Ivoire.

S.E. ALHAJI SIR DAWDA K. JAWARA
Président de la République de GAMBIE

S.E. le Capitaine d'Aviation
Jerry RAWLINGS, Conseil provisoire
de Défense nationale, Président
de la République du GHANA

S.E. EDOUARD BENJAMIN ,Ministre
du Plan et de la Coopération internationale
Pour et par ordre du Président de la
République de GUINEE

S.E. Le Général de Division Joao Bernardo
VIEIRA, Président de la République de
GUINEE -BISSAO

S.E. Dr SAMUEL KANYON DOE
Président de la République du LIBERIA

S.E. Le Général Moussa TRAORE
Secrétaire général de l'Union démocratique
du Peuple malien , Président de la
République du Mali.

S.E. Le Colonel Maouiya Ould Sid Ahmed TAYA
Président du Comité militaire de Salut
national, Chef de l'Etat de la République
islamique de Mauritanie

S.E. Le Colonel Ali SAIBOU,
Président du Conseil Militaire suprême
Chef de l'Etat de la République du NIGER

S.E. Le Général Ibrahim Badamasi BABANGIDA,
Président , Commandant en Chef des Forces
armées de la République fédérale du
NIGERIA

S.E. M. Abdou DIOUF, Président de la
République du Sénégal

S.E. Le Général Gnassingbé EYADEMA
Président-Fondateur du Rassemblement du
Peuple togolais , Président de la
République togolaise.

S.E. Le Général de Division Dr Joseph
Saidu MOMOH, Président de la République
de SIERRA-LEONE.